

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 23/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SRDE

Carrière d'HADOL

Références : S-25-589RP
Code AIOT : 0006204085

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 de la carrière d'Hadol (88220). L'inspection a été annoncée le 19/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRDE
- Le Frais Baril 88220 Hadol
- Code AIOT : 0006204085
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La carrière d'Hadol est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 801/2013 du 02 avril 2013.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- l'arrêté préfectoral n° 801/2013 du 02 avril 2013 autorisant l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au déclaration des émissions polluantes (GEREP).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
3	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 et 4.V	Demande d'action corrective	1 mois
4	Transfert des matériaux et transport	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.7	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2	Demande d'action corrective	6 mois
11	Rejet des eaux	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Production	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 2	Sans objet
5	Garanties financières – acte	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 9.1	Sans objet
6	Garanties financières – évolution	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 9.2	Sans objet
7	Archéologie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.1.2	Sans objet
8	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2	Sans objet
9	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2	Sans objet
12	Poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.3	Sans objet
13	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.6	Sans objet
14	Émissions de vibrations	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle fait l'objet de demande d'action corrective et de justificatif au regard de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation sus mentionnés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.4.1
Thème(s) : Autre, avancement travaux
Prescription contrôlée : Un plan d'exploitation est mis à jour et transmis à l'inspection tous les ans. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords des fouilles ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• la position des ouvrages visés à l'article 5.3.2. ci-dessus (piquetage).
Constats : La dernière mise à jour du plan d'exploitation a été transmise en janvier 2023. Le front d'exploitation évolue peu d'une année sur l'autre, limitant la pertinence de la mise à jour annuelle du plan d'exploitation. L'exploitant prévoit d'actualiser le plan d'exploitation fin 2025. Dans ces conditions, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives mais demande à l'exploitant de transmettre un plan à jour de la carrière au cours du 1er trimestre 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan à jour de la carrière au cours du 1er trimestre 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 2
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale est limitée à 170 000 tonnes.
Constats : Les productions annuelles déclarées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pour 2022 : 140 500 tonnes ;• pour 2023 : 157 300 tonnes ;• pour 2024 : déclaration GERE non réalisée le jour de l'inspection (cf constat 3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 et 4.V
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : <u>Article 7</u> : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. <u>Article 4 V.</u> : L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III (superficie exploitée, remise en état, la production, les résultats des mesures de bruit, vibration, des émissions de poussières...).
Constats : La déclaration GERE n'a pas été réalisée. Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à réaliser la saisie pour le 30 mai prochain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser la saisie des données sous GERE avant le 30 mai 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Transfert des matériaux et transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.7
Thème(s) : Autre, Évacuation des matériaux
Prescription contrôlée : En venant d'Hadol par le RD12, les véhicules emprunteront le chemin forestier n° 11 (chemin de la Pépinière) recalibré dans le cadre de l'arrêté préfectoral n° 174/2002 du 23 janvier 2002. Au delà de 60 passages (exceptionnellement) par jour sur la RD12, les véhicules sont tenus d'emprunter le chemin de Girombois face au chemin de la pépinière pour regagner la D434.
Constats : Lors de l'inspection, il a pu être constaté que le chemin forestier de Girombois est en bon état et permet la circulation des camions dans de bonnes conditions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le nombre de camions sortant de la carrière par jour pour l'année 2024 afin d'avoir une idée de l'utilisation du chemin forestier de Girombois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Garanties financières – acte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 9.1
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant de l'acte de cautionnement est fixé à 250 395 € (TP01 de sept 2012 = 702,3) pour la phase 2.
Constats : La préfecture dispose de l'original de l'acte de cautionnement et le service de l'inspection dispose de la copie. L'acte de cautionnement actualisé est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière et est validé jusqu'en 2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Garanties financières – évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 9.2
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières sur une période au plus égale à 5 ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieur à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les 6 mois qui suivent ces variations.
Constats : Depuis la date d'émission de l'acte de cautionnement, l'évolution de l'indice TP01 est inférieure à 15 %.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Archéologie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.1.2
Thème(s) : Autre, Archéologie
Prescription contrôlée : Préalablement sur les surfaces en extension, l'exploitant fera établir avant tous travaux, en application de l'article L. 522-1 du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive, un diagnostic archéologie. Ce diagnostic pourra être fractionné en tenant compte des phases d'exploitation prévues.
Constats : L'exploitation de la carrière est actuellement en phase 2. Par courriel du 12 juin 2019, le service archéologique n'a pas prescrit de diagnostic sur la phase 2 et a autorisé l'extraction des matériaux de cette zone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Les livraisons en combustible, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire bétonnée étanche munie d'une capacité de rétention d'un volume au moins égal au volume de la citerne de livraison et d'un séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique.[...] Le stationnement des engins de la carrière en fin de période d'activité et les jours fériés se fera sur une aire étanche. Cette aire étanche pourra être celle citée au 1er alinéa du présent article.
Constats : Le ravitaillement, le petit entretien et le stationnement des engins sont réalisés sur une aire étanche à l'entrée de la carrière. Les eaux ruisselant sur cette aire sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'orage. Le séparateur d'hydrocarbure a été curé et nettoyé tous les ans par la société MALEZIEUX. Le dernier curage a été réalisé courant avril 2025 et le bordereau de suivi a été saisi sur Trackdéchét.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols devra être mis en œuvre dans un local fermé résistant aux actes de malveillance. Il sera associé à une capacité de rétention....
Constats : L'ensemble des produits est stocké dans des conteneurs au niveau de l'aire de stationnement des engins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement seront collectées et dirigées vers deux bassins d'orage successifs situés à un point bas du carreau de la carrière. Durant la phase 2 et 3, les bassins auront un volume respectif de 2 200 et 2 800 m ³ .
Constats : Les eaux de ruissellement sont collectées par 2 bassins d'orages dont le dimensionnement n'a pas été revu lors de l'exploitation de la phase 2. Les bassins ont un volume respectif de 1 080 et 1 870 m ³ . Volumes actés pour une exploitation en phase 1. La carrière reste exiguë et l'agrandissement des bassins pose un problème de place. Le bassin 2, ainsi que le fossé reliant les bassins sont étanches (bassin et fossé maçonnés). L'exploitant précise qu'il réalise un nettoyage et un curage de ces zones régulièrement. Lors des derniers épisodes pluvieux, l'exploitant indique qu'il n'a pas été constaté de débordement des eaux au droit des bassins. L'inspection, réalisée en période sèche, n'a pas permis de vérifier le bon fonctionnement de la décantation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'étude d'impact du dossier déposé en 2011, ayant conduit l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2013, a défini un volume des bassins de rétention respectif de 2 200 et 2 800 m ³ pour une exploitation en phase 2 et 3 afin de réduire l'impact des eaux de ruissellement de la carrière sur le milieu aquatique du secteur. Il est demandé à la société SRDE d'agrandir ces bassins de décantation comme prescrit par l'article 5.5.2 de l'arrêté préfectoral du 02/04/2013 modifié. L'inspection propose de ne pas engager de suite administrative dans l'immédiat du fait de l'absence de constat de dégradation de la qualité du rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollutions des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Tout rejet dans le milieu naturel devra respecter les prescriptions édictées à l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• PH compris entre 5,5 et 8,5 ;• Température < 30°C ;• MES totaux < 35mg/l ;• DCO<125 mg/l ;• Hydrocarbures <10 mg/l.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de contrôles récents des rejets des eaux. Les eaux sont rejetées dans le milieu par surverse au droit du bassin d'orage 2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de vérifier la conformité des rejets des eaux, il est demandé à l'exploitant de réaliser un contrôle des rejets pour l'année 2025. Les résultats du contrôle seront à transmettre à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter les émissions et la propagations des poussières. [...] Par temps sec, le chemin d'accès au site et les pistes seront arrosés à l'aide de moyen adapté. Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement sera mis en place. Ce réseau comportera un point de prélèvement situé à la pisciculture. Une mesure sera réalisée [...] tous les 3 ans.
Constats : La dernière mesure des retombées de poussières a été réalisée du 27 janvier 2025 au 25 février 2025. De ces mesures, il ressort une mesure : <ul style="list-style-type: none">• de 57 mg/m²/jour sur le témoin ;• de 124 mg/m²/jour au niveau du pont bascule ;• de 38 et 30 mg/m²/jour en périmètre de la carrière. Le jour de l'inspection (temps sec et ensoleillé), il n'a pas été constaté d'envol de poussière en dehors du site. Il est à noter que la carrière se trouve dans la forêt. L'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié fixe un objectif des retombées de poussière à 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante. L'ensemble des mesures des retombées de poussières est inférieur à l'objectif fixé par l'arrêté ministériel. Les mesures de retombées de poussière de 2025 traduisent un faible empoussièrement de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : Le niveau de bruit à ne pas dépasser en limite du périmètre d'exploitation est fixé à 70 dB(A). Les bruits émis ne devront pas être à l'origine d'émergence supérieur à 5 dB(A) dans les zones à émergences réglementées pour un niveaux de bruit supérieur à 35 dB(A). Des mesures de bruits pourront être initiées à tout moment de l'exploitation à la demande de l'inspection.
Constats : La carrière est éloignée des habitations. Elle est située en pleine forêt. L'exploitant n'a pas eu de remarque ou de plainte des habitants du secteur ou des personnes travaillant à la pisciculture située en contre-bas à environ 200 m du site. L'arrêté préfectoral ne prévoit pas de fréquence de mesure. Néanmoins dans le cadre de la demande de renouvellement un contrôle des émissions sonores est nécessaires afin d'actualiser l'impact sonore de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre du dossier de demande de renouvellement, une campagne de mesures des niveaux sonores devra être effectuée afin de déterminer l'impact sonore de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Émissions de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.7

Thème(s) : Risques chroniques, vibration

Prescription contrôlée :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction.[...]

Des mesures de vitesses particulières seront renouvelées une fois par an avec un point de mesure au droit de l'habitation de la pisciculture.

Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection.

En cas de dépassement, transmission immédiate à l'inspection accompagné des commentaires et explications.

Accès fermé lors des tirs.

Constats :

L'exploit réalise entre 10 et 15 tirs par an. Une vitesse de vibration est réalisée au droit de la pisciculture (1er bâtiment le plus proche du site).

Au vu des mesures de vibrations de ces 2 dernières années, il a pu être constaté que les vitesses particulières pondérées étaient inférieures à 2 mm/s.

Pour les deux derniers tirs réalisés, les mesures de vibrations mesurées sont les suivantes :

Date	vitesse verticale (mm/s)	vitesse radiale (mm/s)	vitesse transversale (mm/s)
06/02/2025	0.7	0.89	1.39
28/03/2025	0.54	0.65	0.45

Type de suites proposées : Sans suite